
Table des matières

Avant-propos	1
--------------------	---

Check-list	2
------------------	---

Partie I. Prévenir les impayés

1. Trois principes essentiels	7
--	----------

1.1. Évaluez le coût d'un impayé pour votre entreprise	7
--	---

1.2. Organisez la prévention des impayés	8
--	---

1.2.1. Vérifiez la solvabilité de vos clients	8
---	---

1.2.2. Conservez les justificatifs d'une prestation ou d'une vente	9
---	---

1.2.3. Suivez une stratégie intelligente et élaborée à l'avance	9
--	---

1.2.4. Utilisez l'assurance-crédit !	12
--	----

1.2.5. Se faire payer avec l'affacturage ?	13
--	----

1.2.6. Utilisez le crédit documentaire ?	14
--	----

1.3. Privilégiez certains modes de paiement !	15
---	----

1.3.1. Certains modes de paiement sont à privilégier... ..	16
--	----

1.3.2. Un mode de paiement est à éviter si possible... Et c'est	19
---	----

2. Les conditions générales de vente	20
---	-----------

2.1. Rédigez vos CGV !	21
------------------------------	----

2.2. Communiquez vos CGV !	22
----------------------------------	----

2.2.1. Si vous êtes prestataire de services... ..	23
---	----

2.2.2. Si vous vendez à des particuliers... ..	23
--	----

2.3. Quelques conseils pratiques sur les CGV	24
--	----

2.3.1. Opposabilité des CGV	24
-----------------------------------	----

2.3.2. CGV différenciées	24
--------------------------------	----

2.3.3. Révisez périodiquement vos CGV !	24
---	----

2.3.4. Clause portant sur la validité des commandes	25
---	----

2.3.5. L'obligation de proposer une médiation	25
---	----

3.	Les MARC : médiation, conciliation, procédure participative, arbitrage	26
3.1.	La médiation	26
3.1.1.	Cadre général	26
3.1.2.	Faire appel au médiateur des entreprises	27
3.1.3.	L'obligation de médiation avant tout procès	28
3.1.4.	La médiation « anticipée »	28
3.2.	La conciliation	29
3.3.	La procédure participative	30
3.4.	L'arbitrage	31
4.	La balance âgée et la gestion des délais de paiement	32
4.1.	La balance âgée	32
4.2.	La gestion du poste clients via le nombre de jours de crédit accordé (DSO)	33
5.	Les pénalités et indemnités dissuasives	35
5.1.	Délais de paiement	35
5.2.	L'indemnité forfaitaire de 40 €	36
5.3.	Les pénalités de retard	37

Partie II. Le recouvrement amiable des créances commerciales

1.	Le téléphone et/ou le courriel	41
2.	La lettre de relance	42
3.	La rencontre en face-à-face	45
4.	La mise en demeure	46
4.1.	Nécessité	46
4.2.	Contenu	46
4.3.	Conseils	47
5.	Le séquestre conventionnel	49
6.	Le droit de rétention	50
7.	L'exception d'inexécution	52

8.	Le recours à un cabinet de recouvrement	54
8.1.	Le rôle de sociétés de recouvrement	54
8.2.	Le coût des sociétés de recouvrement	56

Partie III. Les acteurs du recouvrement judiciaire

1.	L'huissier de justice	61
1.1.	Les activités monopolistiques des huissiers de justice	61
1.2.	Les activités concurrentielles des huissiers de justice	63
1.3.	Les activités accessoires	65
1.4.	Les activités interdites	65
1.5.	Compétence des huissiers de justice	66
1.6.	Le coût de l'intervention des huissiers de justice	66
1.7.	La charge des frais	67
1.8.	Responsabilités des huissiers de justice	68
2.	Les juridictions compétentes	69
2.1.	Compétence du tribunal de commerce	69
2.2.	Compétence du tribunal d'instance ou de grande instance	70
2.2.1.	Le tribunal d'instance	70
2.2.2.	Le tribunal de grande instance	70
2.3.	Exception d'incompétence	71
3.	Le juge de l'exécution (JEX)	72
3.1.	Compétence	72
3.2.	Procédure devant le juge de l'exécution	73
3.3.	Le cas particulier de la saisine sur requête	74

Partie IV. La nouvelle procédure simplifiée de recouvrement des petites créances

1.	Les créances concernées par la procédure simplifiée	77
2.	Comment faut-il faire ?	78
3.	Présentation globale de la procédure	79

4.	Déroulement précis des trois étapes de la procédure via la plate-forme https://www.petitescreances.fr	82
4.1.	Texte de la lettre à adresser au débiteur par l'huissier de justice	83
4.2.	Le créancier accepte la procédure... ..	86
4.3.	Le créancier refuse la procédure... ..	88
5.	Combien ça coûte ?	90

Partie V. Les mesures conservatoires

1.	Règles générales	93
1.1.	L'autorisation judiciaire	93
1.2.	La dispense d'autorisation judiciaire	94
1.3.	Le respect des délais d'exécution	94
2.	Séquestre judiciaire	95
2.1.	Champ d'application	95
2.2.	Mission du séquestre	95
2.3.	Rémunération et frais du séquestre	96
3.	Saisie conservatoire	97
3.1.	Les biens pouvant faire l'objet d'une saisie conservatoire	97
3.2.	Recours direct à l'huissier de justice	97
3.3.	Recours préalable au juge	98
3.4.	Biens saisissables	98
3.5.	Personnes saisissables	99
3.6.	Déroulement de la saisie conservatoire	99
4.	Sûretés judiciaires	100
4.1.	La démarche générale	100
4.2.	Immeubles pouvant faire l'objet d'une sûreté judiciaire	101
4.3.	Fonds de commerce pouvant faire l'objet d'une sûreté judiciaire	103
4.4.	Parts sociales pouvant faire l'objet d'une sûreté judiciaire	104
4.5.	Précisions utiles	105

Partie VI. Les actions judiciaires en recouvrement des créances

1. Action en règlement d'une provision (référé-provision)	109
1.1. Droit d'agir en référé-provision	109
1.2. Comment assigner et plaider en référé-provision ?	110
1.3. Que décide le juge et comment en est-on informé ?	112
1.4. Montant de la provision	113
2. Injonction de payer	114
2.1. Droit d'agir en injonction de payer	114
2.2. Comment demander l'injonction de payer ?	115
2.3. Procédure devant le tribunal de commerce	116
2.4. Que décide le juge et comment en est-on informé ?	117
2.4.1. Si l'ordonnance vous donne entièrement gain de cause...	118
2.4.2. Si le rejet de la requête est total...	118
2.4.3. Si le rejet de la requête est partiel...	118
2.5. Quand demander l'exécution de l'ordonnance par le débiteur ?	118
2.6. Comment peut réagir votre débiteur ?	119
2.7. Le jugement après opposition	120
2.8. Combien ça coûte ?	122
3. Chèques et effets de commerce impayés	124
3.1. Chèques impayés	124
3.1.1. Procédure amiable	124
3.1.2. Procédure forcée	125
3.2. Effets de commerce impayés	125
3.2.1. Obligation de dresser un protêt	126
3.2.2. Les recours contre un effet impayé	127
4. Actions en paiement	128
4.1. Droit d'agir en justice	128
4.2. Prescription	129
4.3. Demande en justice	130
4.4. Prerogatives du juge	131
4.5. Jugement	131
4.6. Voies de recours	132
4.7. Astreinte	134
5. Actions patrimoniales	136
5.1. L'action en déclaration de simulation	136
5.2. L'action oblique	137
5.3. L'action paulienne	137

6.	Procédures collectives	139
6.1.	Le mandat ad hoc	139
6.2.	La procédure de conciliation	140
6.3.	La procédure de sauvegarde	141
6.3.1.	Sauvegarde accélérée	143
6.3.2.	Rétablissement professionnel	144
6.4.	La procédure de redressement ou de liquidation judiciaire	145
6.4.1.	Qui est concerné ?	145
6.4.2.	Comment se déroule la procédure ?	146
6.5.	La déclaration de créance	150
6.5.1.	Comment déclarer ses créances ?	151
6.5.2.	Quand déclarer ?	151
6.6.	Le cas particulier des sous-traitants impayés	152
6.6.1.	L'action directe auprès du maître de l'ouvrage	152
6.6.2.	À défaut d'action directe...	153

Partie VII. Les voies d'exécution

1.	Le champ d'application des voies d'exécution	157
1.1.	L'immunité	157
1.2.	Les biens insaisissables	158
1.3.	Le titre exécutoire	159
1.4.	Délai d'action	160
2.	Saisie des meubles corporels	162
2.1.	La saisie-vente	162
2.1.1.	Déroulement	163
2.1.2.	Trois conseils pratiques	164
2.2.	La saisie-appréhension	165
2.2.1.	Procédure en l'absence de titre exécutoire	165
2.2.2.	Procédure en présence d'un titre exécutoire	166
2.3.	La saisie des véhicules terrestres à moteur	166
2.3.1.	La déclaration à la préfecture	167
2.3.2.	L'immobilisation du véhicule	167
2.4.	La saisie-vente des biens placés dans un coffre-fort	167
2.5.	La saisie des récoltes sur pied	168
3.	Saisie des créances (saisie-attribution)	169
3.1.	La procédure classique	169
3.2.	La saisie-attribution des comptes en banque	169
3.3.	La saisie attribution des rémunérations	170
4.	Saisie des parts sociales	172
5.	Saisie des immeubles	174

Partie VIII. Le recouvrement des sommes impayées par des clients étrangers

1. Contentieux avec des clients situés dans l'Union européenne	179
1.1. Le titre exécutoire européen (TEE)	179
1.2. L'injonction de payer européenne	181
1.3. La procédure européenne de règlement des petits litiges	182
2. Contentieux avec des clients situés hors de l'Union Européenne	185
3. Conseils pratiques	187

Partie IX. Le recouvrement des sommes impayées par l'État et les collectivités

1. Les règles à connaître	191
1.1. Facturation électronique bientôt obligatoire pour tous	191
1.2. Modalités de paiement d'une créance autre qu'au titre d'un marché public	192
1.3. Modalités de paiement d'un marché public	193
1.4. Délais de paiement	193
2. Le constat des retards des paiements publics	195
3. La sanction des retards du paiement public	196
3.1. Pénalités financières	196
3.2. Modes de recouvrement	197
4. Le cas particulier des dettes dues par un État étranger	198

Partie X. Les aspects comptables et fiscaux

1. Créances douteuses ou en litige	201
1.1. Comptabilisation des créances douteuses ou en litige	201
1.2. Fiscalité des provisions pour créances douteuses ou en litige	202

2.	Créances irrécouvrables	205
2.1.	Comptabilisation des créances irrécouvrables	205
2.2.	Fiscalité des créances irrécouvrables	205
3.	Sort des pénalités et indemnités de retard	208
3.1.	Comptabilisation des pénalités	208
3.2.	Fiscalité des pénalités et indemnités de retard	208